

Arrêts maladies, assurance chômage, prix des carburants, 1^{er} mai...

Ce sont encore et toujours les salariés qui doivent payer la note !

Le ministre du travail a annoncé le 9 avril un certain nombre de mesures venant compléter celles prévues dans la loi de Finance de la Sécurité sociale 2026 concernant les arrêts maladie des salariés.

Alors même que la fraude reste très faible, la logique voulue par le gouvernement se traduit par la suspicion envers les salariés ; elle s'applique également contre les médecins qui voient leur rôle d'accompagnement et de protection de la santé du salarié remis en question.

Le gouvernement ne propose rien pour s'attaquer aux vraies causes de l'augmentation des arrêts :

- Dégradation des conditions de travail physiques dans les métiers techniques et sociaux,
- Progression des troubles musculosquelettiques liée au vieillissement des agents,
- Augmentation des risques psychosociaux dans un contexte de réorganisation des services.

Une situation dégradée par la réforme des retraites de 2023 allongeant la durée de travail. Rappelons aussi que la France est le pays le plus mortel au travail d'Europe, devant la Bulgarie et que les risques psycho sociaux et les maladies professionnelles explosent.

Rappelons également que les médecins de prévention manquent cruellement dans notre administration, et que de plus en plus de préconisations ne sont pas suivies par les directions académiques, que ce soit pour les collègues reprenant en temps partiel thérapeutique que pour les collègues en situation de handicap.

Le SPASEEN FO dénonce depuis plusieurs années la volonté des gouvernements successifs, y compris l'actuel, qui ont décidé de faire la chasse contre les assurés sociaux à la Sécurité Sociale, comme pour ceux à l'Assurance chômage pour faire des économies sur les plus fragiles en réduisant leurs droits, alors qu'en même temps, il fait des cadeaux au patronat sous forme d'aides publiques, sans contrepartie ni conditions, et d'exonérations de cotisations sociales (compensées par la TVA) et des remises fiscales... pour un total de 260 milliards en 2023. Des exonérations en lieu et place de revalorisations salariales, un blocage depuis plusieurs années du point d'indice.

Alors même que le gouvernement, sous un prétexte fallacieux, veut remettre en cause le statut du 1^{er} mai, seul jour férié et chômé, journée internationale des droits des travailleurs, alors même que le prix des carburants continue de flamber sans aucune mesure gouvernementale de plafonnement des prix pour soutenir le pouvoir d'achat de chacun d'entre nous, il est urgent de nous renforcer et d'exprimer nos désaccords profonds avec les politiques destructrices.

Agents titulaires et contractuels, ne vous laissez pas faire !

Rejoignez FORCE OUVRIÈRE